

Lilian Mathieu
 Centre Max Weber
 CNRS-ENS de Lyon

Espèces d'espaces
Ou les limites d'une cartographie de l'extrême gauche lyonnaise
post-soixante-huitarde

Communication au 13^e congrès de l'AFSP, Aix-en-Provence, 22-24 juin 2015
ST 11 « Enjeux théoriques et méthodologiques d'une cartographie dynamique des espaces militants »

Un épisode de la vie militante lyonnaise des années 1970 pourra servir d'introduction et d'illustration à cette communication. Les événements, notamment documentés par les archives policières du Rhône¹, se déroulent en trois temps. Le samedi 5 janvier 1974 à 17 heures, une échauffourée oppose deux vendeurs de journaux de Lutte ouvrière à un groupe de fascistes de « Front national-France sociale », venus eux aussi vendre leur journal, *Impact*. La scène se déroule devant l'église Saint-Bonaventure, place des Cordeliers, à deux pas de la rue de la République qui est la principale artère commerçante de la ville. La note des RG informe qu'un des militants de LO a été frappé à coups de ceinturon par quatre militants d'extrême droite qui se sont enfuis en criant « à bas le communisme ». Le principal témoin est un autre militant de LO ; deux des fascistes sont rapidement identifiés par la police mais les archives n'indiquent pas si des poursuites ont été engagées.

Les échauffourées se répètent au même endroit la semaine suivante, le samedi 12 janvier, mais, cette fois, l'extrême gauche s'est mobilisée. Le texte d'un militant du PSU² relate les faits : « 2 militants fascistes vendent leur presse place des Cordeliers. Des militants AMR voyant ça vont chercher des renforts dans leurs locaux et des militants LO et Rouge leur prêtent main forte pour éliminer les fascistes. Bagarre, les flics arrivent et embarquent un militant AMR et un Rouge, puis une vente commune des différents journaux s'engage ».

Troisième temps, à nouveau raconté par les RG, le samedi suivant, 19 janvier : « Les militants gauchistes, principalement les trotskystes de l'AMR, de la Ligue communiste et de Lutte ouvrière étaient décidés à affronter à nouveau les intéressés [*i.e.* les militants du Front national], au cas où ils récidiveraient dans leur propagande. (...) C'est ainsi que le 19 janvier à 16h, ils se sont retrouvés quatre vingt environ devant l'église St-Bonaventure, dans le but de

¹ Archives départementales du Rhône, versement du cabinet du préfet, 4296 W 87 (Lutte ouvrière).

² « À propos de Rouge ex Ligue communiste », Archives départementales du Rhône, fonds Georgevail (129 J 1).

diffuser la presse de leurs groupes respectifs. Afin d'éviter que ce rassemblement ne se transforme en manifestation non autorisée et gêne la circulation, les services de Police sont intervenus et, sans incident, ont procédé à la dispersion des éléments gauchistes, dont quarante ont été interpellés pour vérification d'identité ». Suit une liste de noms et de rattachements organisationnels, certes significatifs de la configuration militante mobilisée mais aussi de son imparfaite maîtrise par la police. Les mouvances ou organisations relevées sont la LC (en fait dissoute depuis quelques mois et qui existe surtout sous la forme de son journal, *Rouge*), LO, l'AMR, le GARM (Groupe d'action et de résistance à la militarisation) et la Campagne Chili. Il est indiqué dans un cas « ancien militant Secours rouge ». Il s'agit d'un militant auprès de qui a été réalisé un entretien qui a permis de vérifier qu'il n'a jamais milité au Secours rouge — il était à l'époque à la Ligue — pas plus qu'il n'a exercé le métier d'enseignant qui lui est attribué par la police. Un responsable local de LO est signalé comme LC et un nouveau permanent de Rouge est rattaché à la campagne Chili. Le rapport des RG oublie également les Comités de lutte des lycéens et le Comité de défense des appelés, mentionnés dans un communiqué de presse des libertaires de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA) qui soutiennent l'action mais semble-t-il sans y avoir directement participé³.

Identification imparfaite, peut-être due à de fausses déclarations des personnes interpellées, mais qui n'en livre pas moins un aperçu des contours de cette configuration militante. On peut ainsi relever qu'une organisation importante en est absente : le PSU. Il s'agit d'un refus délibéré de se joindre à l'action antifasciste et le texte cité plus haut nous en donne les raisons : « Des militants de Rouge, AMR, LO "lâchement agressés", c'est le cheval de Troie de Rouge pour abattre le PSU de Lyon "plus réformiste que Rocard" ». L'auteur reproche également aux militants leur communiqué dans le quotidien local, *Le Progrès*, dans lequel il serait question « de nazillons attaquant des militants d'extrême gauche à coups de rasoirs de couteaux de matraques etc. » et qui ferait pendant à un communiqué — opposé mais de même teneur — publié par le FN. Le représentant du PSU conclut que « la lutte contre les groupes fascistes nous a toujours paru plus sérieuse que des batailles de collégiens, surtout lorsqu'on confie ensuite à la presse bourgeoise le soin de "prendre position" ».

Quoiqu'anecdotique, cet épisode constitue un excellent révélateur de la dynamique et des logiques de structuration de l'espace contestataire lyonnaise des années post-68. Mais à condition de s'entendre sur le sens du terme d'espace et sur la perspective d'analyse qu'il appelle.

³ Le communiqué de l'ORA, en date du 19 janvier, indique que la diffusion de presse « a été interrompue par l'intervention massive et brutale de la Police, et par l'arrestation d'une quarantaine de personnes. (...) Une riposte de toutes les organisations ouvrières et démocratiques est indispensable comme celle qui a permis l'interdiction du meeting fasciste de "Faire Front" du 18 Janvier, pour faire respecter le droit à la libre diffusion de la presse ouvrière, révolutionnaire et démocratique » (archives de la librairie La Gryffe, A 17-1).

Le terme d'espace peut en premier lieu être mobilisé dans son sens strict d'aire territoriale redevable d'une analyse géographique. En ce sens, les ressorts de l'affrontement entre forces militantes rivales sont, de toute évidence, territoriaux. La bagarre entre gauchistes et fascistes peut aisément se lire comme une lutte pour l'occupation d'un territoire : les militants des deux camps sont présents pour vendre la presse de leur organisation et le parvis de Saint-Bonaventure est assurément un site de choix, permettant une bonne visibilité un jour d'affluence tel qu'un samedi après-midi. Il s'agit également d'un site suffisamment étendu pour permettre une démonstration de force, puisque près d'une centaine de militants peuvent sans peine s'y regrouper, mais aussi suffisamment central pour susciter une intervention immédiate des forces de l'ordre. Le territoire dans lequel s'inscrit cette mobilisation présente de toute évidence des spécificités qui contribuent à la façonner.

On sent cependant que cette interprétation géographique présente des limites. Ce ne sont pas des contraintes ou des opportunités territoriales qui interdisent au PSU de se joindre à la mobilisation antifasciste, mais l'état de ses relations avec certains des groupes qui s'y sont à l'inverse ralliés. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une complète prise de distance avec le reste de l'extrême gauche lyonnaise. Le même texte du PSU signale la participation de ses membres à plusieurs actions unitaires, telles qu'une distribution, le 11 janvier, de tracts dénonçant la condamnation à mort d'un militant du MIL (sans doute Puig Antich) signés PSU, GARM et Rouge, ou encore une réunion, sur un thème non signalé, qui rassemble le lendemain « au local » des membres HR (Humanité rouge ?), École émancipée, CFI (Comités français-immigrés), Révolution et AMR. Il y est également question de sa participation à une « réunion des organisations démocratiques » (PC, PS, Radicaux de gauche, CFDT et CGT) le 14 janvier décidant d'une riposte au meeting que « Faire Front » (*i.e.* le FN) entend organiser le 18 à la mairie du 6^e arrondissement. Cette dernière participation serait mobilisée pour stigmatiser le PSU comme « englué dans la politique traditionnelle » par Rouge, dont l'objectif aurait « toujours été d'apparaître comme étant la seule avant-garde cohérente dans la lutte contre les groupes fascistes ». Y est enfin évoquée une « inter-orga » convoquée par Choisir et au cours de laquelle se sont exprimés non seulement les rapports complexes que cette organisation entretient alors localement avec le MLAC mais également les convoitises que la mobilisation en faveur de l'avortement suscite de la part des formations d'extrême gauche.

Ce qui s'exprime au cours de cet épisode, ce ne sont donc pas seulement des dynamiques strictement territoriales mais plus profondément certains mécanismes propres à ce que j'ai ailleurs appelé l'espace des mouvements sociaux⁴. Il s'agit plus précisément ici d'une zone où les marges du champ politique entrent en intersection avec l'espace des mouvements sociaux : plusieurs des organisations citées participent ponctuellement à la compétition électorale mais avec des scores faibles lui interdisant tout mandat électif, et l'essentiel de leur pratique routinière s'inscrit dans le registre du rapport de force collectif.

⁴ Lilian Mathieu, *L'Espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant, 2012.

Pour autant, il ne s'agit pas au sens strict d'organisations de mouvement social ; leur contribution — souvent décisive — à l'animation des luttes (comme l'antifascisme ou le droit à l'avortement) se fait le plus souvent dans l'optique plus générale d'un projet se prétendant révolutionnaire.

Considérer comme un espace social le microcosme que forment, dans les années post-68, les différents groupes et mouvances de l'extrême gauche lyonnaise revient à les appréhender comme participant d'une configuration faite d'interdépendances d'intensité et de nature fluctuantes. C'est donc adopter une perspective fermement relationnelle, la position de chaque unité au sein de l'espace étant définie à chaque moment par le type de relation qu'elle entretient avec les autres et notamment par les capacités distinctives de ses propriétés. Dans *L'Espace des mouvements sociaux*, j'ai signalé que ces relations pouvaient être de trois ordres, qui sont présents dans l'épisode des échauffourées de la place des Cordeliers.

Le premier est celui de l'antagonisme : ce sont des groupes diamétralement opposés et hostiles — mais aux pratiques similaires — qui se disputent le pouvoir de diffuser leur presse devant Saint-Bonaventure. De ce fait, toute coexistence pacifique sur le même lieu est exclue et leur interaction ne peut que prendre une forme conflictuelle jusqu'à ce que l'un soit contraint par force à vider des lieux. Il y a bien interdépendance — et pas seulement opposition de forces — car l'action de chacun est affectée par celle de l'autre : la première agression commise par les fascistes ne peut rester sans réponse et si les militants de LO sont défaits le 5 janvier, ils ne sauraient laisser le terrain libre une semaine plus tard. Les logiques de l'affrontement, par ailleurs, ne tiennent pas qu'à l'ordre de l'interaction *in situ*. Les bagarres des 5 et 12 janvier s'inscrivent dans une série continue d'échauffourées entre militants d'extrême gauche et d'extrême droite, à laquelle elles donnent une nouvelle impulsion mais sans en changer radicalement la nature. Elles prennent également sens dans un contexte particulier, celui d'une mobilisation des forces locales de gauche et d'extrême gauche contre la tenue d'un meeting de « Faire Front » à la mairie du 6^e arrondissement. Ici aussi, la mobilisation peut s'interpréter comme une lutte pour le contrôle de l'espace, la présence de l'extrême droite dans un lieu traditionnellement dévolu aux meetings de gauche pouvant avoir été perçue comme une offense territoriale⁵. Mais, ici aussi, cette lecture spatiale est insuffisante et, au-delà de l'occupation de l'espace, c'est une certaine capacité à exister politiquement sous des formes publiques et légitimes qui est déniée à l'extrême droite.

Le deuxième ordre d'interdépendance est celui de la coalition, fondée sur une forme d'autoréférence. Les différents groupes qui se mobilisent les 12 et 19 janvier se reconnaissent, au moins ponctuellement et sur cet enjeu, une communauté de projet et de perceptions. L'antifascisme apparaît de ce point de vue comme un référent unificateur particulièrement fort. Lorsque, nous dit l'auteur du texte du PSU, les membres de l'AMR constatent le 12

⁵ Sur cette notion, voir Erving Goffman, *La Mise en scène de la vie quotidienne*, tome 2, *Les Relations en public*, Paris, Minuit, 1973.

janvier que des fascistes vendent *Impact* devant Saint-Bonaventure, ils ne se contentent pas d'en appeler aux militants de leur seule organisation mais sollicitent également ceux de LO et de Rouge qui n'ont manifestement pas fait de difficulté pour les rejoindre. Absents pour des raisons qui restent inconnues, les anarchistes de l'ORA ont de leur côté tenu à afficher leur soutien par un communiqué. Les différences et, certainement, importants désaccords entre ces organisations ne les empêchent pas de se coaliser, *i.e.* de mettre en commun leurs ressources dans la poursuite d'un objectif partagé, en l'occurrence faire déguerpir les militants fascistes, tout en conservant leur identité spécifique et sans chercher à se dissoudre dans une entité plus large.

Le troisième ordre d'interaction est celui de la concurrence. Celle-ci est particulièrement vive entre le PSU et Rouge, qui sont alors les deux principales formations de l'extrême gauche locale. Ces deux groupes sont suffisamment proches dans leurs positions et programmes pour se coaliser dans des actions communes mais, pour cette même raison, se disputent le même créneau militant, ce qui les contraint à une série d'écarts distinctifs. Le texte du militant du PSU nous offre une vision certes partielle mais néanmoins très parlante de cet entrecroisement de proximité et de rivalité. Leur proximité a ainsi amené Rouge et le PSU (ainsi que le GARM, alors proche du PSU) à rédiger un tract commun contre la répression en Espagne, mais Rouge n'a semble-t-il pas respecté la stratégie élaborée en commun lors de la distribution du 11 janvier (les militants trotskistes s'enfuyant au moment de l'intervention de la police alors que la consigne était de se laisser interpeller pour permettre à une seconde équipe de distributeurs de tracts de prendre le relais). Rouge tente manifestement de se distinguer du PSU par une surenchère de radicalité qui permet de stigmatiser son concurrent comme « plus réformiste que Rocard » ou « englué dans la gauche traditionnelle ». C'est pourquoi ses militants usent de stratagèmes pour faire irruption dans la réunion des « organisations démocratiques » à laquelle ses militants n'ont sans doute pas été conviés⁶. Cette même expression d'« organisations démocratiques » est sans doute mobilisée à dessein par le PSU pour se respectabiliser en se distanciant du stigmate gauchiste ; le refus de participer à l'éviction par la force des fascistes de l'espace public a de toute évidence rempli un objectif similaire. Enfin, on l'a dit, la concurrence est sensible quant à l'influence exercée sur les mobilisations du moment et les organisations qui les portent. PSU et Rouge se livrent à une lutte d'influence sur le mouvement pour la légalisation de l'avortement et sont amenés à « jouer » certaines organisations contre d'autres (le MLAC contre Choisir) ou à en investir certaines pour en infléchir les positions (ce que paraît avoir fait la Ligue au sein de Choisir).

⁶ Le texte du militant PSU raconte qu'« au cours de cette réunion, une petite délégation de Rouge développe toute une stratégie pour pouvoir pénétrer dans la salle de réunion : faire sortir de la salle un camarade de la délégation PSU en le faisant appeler de l'extérieur par un militant CFDT, pour pouvoir ensuite pénétrer derrière lui dans la salle de réunion probablement avec pour objectif d'accréditer l'idée que le PSU introduit et couvre toujours “les gauchistes” et “mettre au pied du mur” la CFDT et le PSU en testant ainsi leur volonté de mener la lutte contre les exclusives posées par le PC et la CGT... »

La réunion des dites « organisations démocratiques » est par ailleurs révélatrice d'une autre spécificité de l'espace des mouvements sociaux, à savoir qu'il doit une part de son existence et de sa relative autonomie à la fermeture du champ politique. Ce sont les formations politiques de gauche les plus légitimes et les mieux inscrites dans la compétition électorale (PC, PS, Radicaux de gauche, auxquels il faut ici ajouter les deux principaux syndicats, CGT et CFDT) qui ont semble-t-il organisé cette réunion, et la présence du PSU apparaît comme une forme de cooptation partisane valant homologation politique. En revanche, Rouge en a manifestement été tenu à l'écart et ne peut y faire une apparition que sous la forme d'une intrusion perturbatrice. L'épisode, en d'autres termes, paraît révélateur de la lutte de définition des frontières entre champ politique et espace des mouvements sociaux, et plus spécifiquement des logiques de clôture et de relégation qui, ici, contribuent à doter le second d'une forme d'autonomie par défaut.

Les relations entre PSU et Rouge au milieu des années 1970 sont donc particulièrement ambiguës, faites de méfiance, de rivalité et de concurrence sans pour autant interdire des rapprochements voire des coalitions. Elles sont surtout fluctuantes, les évolutions du contexte pouvant offrir autant d'occasions de rapprochement que d'exacerbation de l'hostilité : si la mobilisation contre les exécutions en Espagne contribue au rapprochement, celle en faveur de l'avortement attise les tensions entre les deux organisations⁷. Elles sont également soumises aux dynamiques internes à chaque formation : quelques mois plus tard, la scission interne au PSU consécutive au départ des amis de Michel Rocard vers PS favorisera le rapprochement du courant maintenu avec la mouvance trotskiste, au point que l'éventualité d'une fusion constitutive d'une alternative à l'Union de la gauche puisse un temps être envisagée.

Cette labilité de l'espace lyonnais rend difficile toute tentative d'en fixer les positions sous forme d'un plan ou d'une cartographie stable. Toute tentative de représentation cartographique du microcosme gauchiste lyonnais s'épuise nécessairement devant son caractère perpétuellement mouvant, d'autant plus accentué que les effectifs sont réduits : une perte d'une dizaine de membres relève, pour ces groupes, d'une véritable hémorragie, leur faisant perdre une large part de leurs ressources militantes. Surtout, l'objectivation cartographique constate mais ne restitue pas le travail pratique, souvent mené à l'échelle la plus fine sans jamais être achevé, de construction et de délimitation des univers militants. C'est de ce travail que les épisodes relatés plus haut donnent un aperçu concret, comme lorsque les militants de Rouge forcent l'entrée de la réunion antifasciste à laquelle ils n'ont pas été conviés ou, plus directement, quand l'extrême gauche se coalise pour expulser les

⁷ Le Secteur Femmes du PSU accuse par ailleurs la Ligue d'investir Choisir « avec pour perspective principale le renforcement de son organisation » dans le même temps qu'il reproche à Choisir de « bloquer systématiquement toutes les propositions car il voit dans le MLAC un concurrent politique à neutraliser » ; en conséquence, le Secteur Femmes du PSU de Lyon affirme refuser de « participer à un MLAC maintenu artificiellement en vie » ; « Le MLAC. Ce qu'il est devenu à Lyon. Nos réserves », Secteur Femmes du PSU, 2 janvier 1974, archives AGEL-UNEF (AG X 3/3), Bibliothèque municipale de Lyon.

fascistes. De ce point de vue, la perspective proposée dans *L'Espace des mouvements sociaux* ne vise pas tant à stabiliser des positions sous forme de carte qu'à identifier les mécanismes qui donnent sa dynamique à un microcosme perpétuellement changeant et qui, précisément pour cela, rendent particulièrement délicate toute entreprise de type cartographique.

Reste qu'il faut prendre au sérieux ce vocabulaire de l'espace, qui doit ici être accueilli dans une acception métaphorique. On peut d'ailleurs remarquer que les métaphores directement ou allusivement topographiques sont omniprésentes dans l'étude des mouvements sociaux : *secteur* de mouvement social chez McCarthy et Zald, *arène* des mouvements sociaux chez Giugni et Passy, *champ* multi-organisationnel chez Curtis et Zurcher, *champ* stratégique chez Fligstein et McAdam ou, dans une inspiration plus explicitement bourdieusienne, *champ* contestataire chez Crossley⁸, et, bien sûr, *espace* des mouvements sociaux qui, lui aussi, s'inscrit dans la continuité de la théorie de Bourdieu. De ce point de vue, le succès du vocabulaire des champs dans l'approche de la différenciation sociale est sans doute une conséquence de sa richesse en harmoniques topographiques : s'il se fonde à l'origine sur une analogie avec les champs de force des sciences physiques, il doit aussi son pouvoir suggestif à sa résonance *champêtre*, évoquant des espaces agricoles consacrés chacun à une culture particulière et mutuellement délimités par des clôtures plus ou moins barbelées.

Pour heuristique qu'il soit, cet imaginaire topographique est rarement interrogé alors qu'il présente, comme toute métaphore, des limites et ambiguïtés elles aussi sources de connaissance sociologique. C'est sur ce statut de l'analogie dans le langage des sciences sociales que Jean-Claude Passeron attirait l'attention dans un article de 1982 consacré à la métaphore de l'inflation des diplômes. L'analogie économique apparaissait intellectuellement stimulante à la fois par son adéquation aux conséquences de l'expansion des taux de scolarisation dans le contexte de l'après-guerre (la surproduction de diplômés entraîne une déperdition de la valeur de leurs titres sur le marché du travail) mais aussi par son inadéquation — en l'occurrence le double fait que les titres scolaires ne sont pas détachables de la personne qui les détient et qu'ils n'ont pas de valeur que matérielle (comme chances d'accéder à tel emploi et niveau de rémunération) mais aussi symbolique : « L'efficacité symbolique de la certification par le diplôme tient d'abord dans son aptitude à porter au compte des qualités de la personne (...) des propriétés sociales d'origine ou de trajectoire »⁹. Pour Passeron, plus généralement, « dès lors qu'un langage analogique s'astreint à ne pas habiller de mots nouveaux des connaissances déjà acquises, il procure (...) des moyens

⁸ John D. Carthy, Mayer N. Zald, « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82 (6), 1977, p. 1212-1241 ; Marco Giugni, Florence Passy, *Histoire des mobilisations politiques en Suisse*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; Russel L. Curtis, Louis A. Zurcher, « Stable Resources of Protest Movements: The Multi-Organizational Field », *Social Forces*, 52 (1), 1973, p. 53-61 ; Neil Fligstein, Doug McAdam, *A Theory of Fields*, Oxford, Oxford University Press, 2012 ; Nick Crossley, *Making Sense of Social Movements*, Buckingham, Open University Press, 2002.

⁹ Jean-Claude Passeron, « L'inflation des diplômes. Remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie », *Revue française de sociologie*, XXIII, 1982, p. 578.

conceptuels de mobiliser systématiquement les instruments, habituels à la sociologie, de l'observation et de la mesure en procurant des hypothèses dont l'agencement d'ensemble est suggéré par une autre structure de phénomènes »¹⁰. Mais, ajoute-t-il, « on peut (...), et il faut, se servir de cette même analogie pour formuler par défaut et par différence les hypothèses théoriques que son insuffisance et son échec suggèrent »¹¹.

Pour le dire autrement, dans le cas présent, le petit monde que constituent les différents mouvements contestataires lyonnais des années 1970 est bien susceptible d'une appréhension cartographique mais celle-ci n'épuise pas le sens de ce qui se joue dans leurs relations, beaucoup plus diverses et complexes que ce que permet d'exprimer une objectivation à deux dimensions. Ces relations peuvent être dites relever selon les cas de la distance ou de la proximité mais ces distances ou proximités relèvent elles-mêmes de la métaphore et s'expriment sur plusieurs plans — références idéologiques, pratiques contestataires, taille et composition des effectifs, degré d'institutionnalisation, etc. — ce qui rend leur objectivation particulièrement délicate. Le registre métaphorique de l'espace fournit, grâce à sa résonance suggestive, ce qui n'est qu'une approximation de la manière dont est structuré et « fonctionne » un tel microcosme.

Ce vocabulaire spatial est présent dans la sociologie bourdieusienne, sous la plume de Bourdieu comme de certains de ses collaborateurs¹², mais les rapports avec le concept davantage central de champ n'ont à ma connaissance jamais été explicités. J'ai pour ma part commencé à l'utiliser dans le cadre de mes travaux sur le milieu de la prostitution. Celui-ci présentait en effet certains traits posés par Bourdieu comme caractéristique des champs et paraissait appeler une analyse de ce type : une structuration hiérarchisée fondée sur la détention d'un certain nombre de capitaux, des luttes de définition des frontières, des relations de concurrence entre les différents membres, etc. Pour autant, cet univers apparaissait trop faiblement objectivé et trop dépendant d'autres mondes sociaux (ceux de la police et du travail social, spécialement) pour pouvoir prétendre à l'autonomie minimale qui, pour Bourdieu, constitue les véritables champs ; univers de relégation stigmatisé, il se distinguait également des champs par l'absence d'*illusio* à même de rassembler ses protagonistes par-delà la concurrence qui les oppose. Parler du monde de la prostitution comme d'un espace permettait de se situer à distance de la théorie des champs tout en y faisant référence, mais aussi, en jouant sur la polysémie, de signaler que sa structuration connaissait une transposition dans la géographie urbaine. Tel que je pouvais au moins l'étudier sur mon terrain lyonnais,

¹⁰ *Ibid.*, p. 574.

¹¹ *Ibid.* Idée reformulée dans un article ultérieur : « L'inadéquation d'une analogie produit une connaissance par différence, à la fois sur le "comparant" et le "comparé", au moment précisément où elle fait disjoncter la métaphore » ; Jean-Claude Passeron, « Analogie, connaissance et poésie », *Revue internationale des sciences sociales*, XXXVIII, 2000, n° 117, p. 25. Voir également Bernard Lahire, « Sociologie et analogie », in *L'Esprit sociologique*, Paris, La Découverte, 2005, p. 66-93.

¹² Voir par exemple Pierre Bourdieu, « Espace social et genèse des "classes" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52-53, 1984, p. 3-14 ; Monique de Saint-Martin, *L'Espace de la noblesse*, Paris, Métailié, 1993.

l'espace de la prostitution était effectivement un territoire signifiant, dont les positions étaient à la fois spatialement distribuées et symboliquement hiérarchisées.

Cet ajustement entre territoire concret et conceptualisation analogique était déjà seulement partiel dans le cas de l'espace de la prostitution. Il l'est encore davantage dans le cas du domaine des mouvements sociaux où le vocabulaire de l'espace doit être accueilli dans une acception pleinement métaphorique — c'est-à-dire susceptible d'apporter une plus-value d'intelligibilité par son pouvoir évocateur mais qui présente également des inadéquations elles-mêmes suggestives. Certes, il est possible — et souvent efficace — d'établir une cartographie des différents groupes ou mouvances qui composent une configuration contestataire mais cela impose de choisir un principe ou un registre de classement aux dépens d'une multiplicité d'autres. Jan Willem Duyvendak avait par exemple livré une représentation graphique du paysage des « nouveaux mouvements sociaux » français en regard de leurs liens organisationnels ou affinitaires avec les principaux partis politiques¹³, ce qui l'amenait à des rapprochements surprenants — comme lorsque le Mouvement des objecteurs de conscience voisine géographiquement avec la solidarité avec le Nicaragua, ou le CERES avec *Gai pied*. Principes de classement différents mais même difficulté dans la représentation de la « galaxie de l'antiglobalisation » dessinée par Isabelle Sommier¹⁴, qui juxtapose des causes (humanitaires/développement, écologistes, droits de l'homme, mouvements de « sans », etc.) sur un mode thématique sans pouvoir figurer les liens qui unissent parfois fortement les organisations qui s'y investissent (comme la CNT posée à distance des anarchistes) tout en réalisant des appariements étranges sous d'autres rapports (anarchistes et LCR, par exemple)¹⁵.

Il ne s'agit pas ici de condamner en soi l'exercice cartographique, indéniablement pédagogique ou clarificateur, mais de garder à l'esprit qu'une exposition en deux dimensions implique inévitablement de retenir un registre de figuration au détriment d'autres qui, selon les enjeux de la démonstration, peuvent eux aussi présenter un certain intérêt tout en exposant à leur tour à une forme distincte de cécité. Les principes de classement et de structuration de l'espace des mouvements sociaux sont trop divers, et sans doute trop labiles, pour pouvoir être tous intégrés à une figuration stabilisée de type cartographique, comme l'indique la liste non exhaustive suivante : légitimité (les prises de position de certaines organisations ont plus de poids que d'autres et certaines disposent d'un prestige supérieur tiré de leur ancienneté et des « grandes victoires » qu'elles ont pu remporter dans le passé), capacité de mobilisation (dépendant de l'importance des effectifs et du niveau de ressources), recrutement social (en regard du genre, de l'âge, du volume de capital scolaire, économique, symbolique ou social

¹³ Jan Willem Duyvendak, *Le Poids du politique*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 283.

¹⁴ Isabelle Sommier, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003, p. 318-319.

¹⁵ Voir également la cartographie des associations et réseaux pour la parité parties prenantes de l'« espace de la cause des femmes » dans Laure Bereni, *La Bataille de la parité. Mobilisations pour la féminisation du pouvoir*, Paris, Economica, 2015, p. 121.

des effectifs), inspiration idéologique ou philosophique, ou encore proximité d'autres champs ou secteurs (juridique, économique, médiatique, religieux, etc.).

Deux autres modes d'exposition surmontent en partie cette difficulté. Les analyses de réseau, en premier lieu, permettent d'objectiver les logiques et foyers de recrutement dans une mobilisation et ainsi d'en explorer la structuration. Telles qu'elles sont le plus souvent employées en sociologie des mouvements sociaux, elles permettent surtout d'envisager un univers contestataire sous un angle particulier (du point de vue de la mobilisation prise pour objet) mais pas d'en livrer un panorama exhaustif (une organisation ou mouvance qui ne participe pas à la mobilisation prise pour objet n'apparaîtra pas dans le réseau). Les analyses de correspondance multiples — significativement privilégiées par l'école bourdieusienne dans l'étude de différents champs — sont quant à elles les mieux à même de livrer les figurations les plus complètes de la structure et de la hiérarchisation d'univers tels que l'espace des mouvements sociaux mais posent là encore la question du choix des variables pertinentes pour la saisie sociologique d'un domaine social faiblement institutionnalisé. Le recours à une telle méthodologie implique en tout état de cause de garder à l'esprit que l'espace de positions qui résulte de l'analyse est une objectivation figurative, une image — c'est-à-dire une métaphore.

Insister sur ce statut métaphorique du vocabulaire de l'espace n'est pas sans importance en regard du développement récent d'une approche géographique des mouvements sociaux qui tend à introduire une certaine confusion inhérente à la polysémie du vocabulaire employé. De métaphore, l'expression d'espace des mouvements sociaux devient parfois désignation — au premier degré, pourrait-on dire — du territoire où se déploie l'activité contestataire. L'enjeu ici n'est en aucun cas de décrier cette démarche géographique, pleinement légitime et stimulante comme j'ai essayé de le montrer à partir du terrain lyonnais¹⁶, mais de lever les équivoques qui résultent de l'emploi d'un vocabulaire commun. L'exercice n'est peut-être pas inutile en regard d'une tendance constatée à la confusion des programmes de recherche dont le numéro de la *RFSP* consacré aux révolutions arabes donne plusieurs exemples. Ainsi Youssef El Chazli passe-t-il parfois imperceptiblement, dans son analyse de l'espace protestataire cairote pendant la révolution de 2011, d'une acception strictement géographique, insistant sur les contraintes d'une action collective se déployant dans un territoire structuré — « l'espace de la protestation est divisé en différents lieux »¹⁷ —, et acception métaphorique, évoquant par exemple des militants « en grande partie prisonniers de leurs dispositions et des logiques concurrentielles de l'espace protestataire »¹⁸, sans que les glissements d'une acception à l'autre soient toujours explicités. On trouve une même

¹⁶ Ainsi que dans d'autres travaux, comme Lilian Mathieu, « The Spatial Dynamics of the May 1968 Demonstrations », *Mobilization*, 13 (1), 2008, pp. 83-99.

¹⁷ Youssef El Chazli, « Sur les sentiers de la révolution. Comment les Égyptiens "dépolitisés" sont-ils devenus révolutionnaires », *Revue française de science politique*, 62 (5-6), 2012, p. 861.

¹⁸ *Ibid.*, p. 853.

imprécision dans l'article sur la révolution yéménite de Laurent Bonnefoy et Marine Poirier, la notion d'espace public paraissant implicitement opérer le passage de la localisation du campement protestataire — sont évoquées les « frontières » et « portes d'entrées » marquées par de « grandes banderoles » de l'« espace de la protestation »¹⁹ — aux logiques extraterritoriales de la configuration qui s'y déploie — ainsi lorsqu'il est question des « articulations entre l'espace protestataire et la politique instituée »²⁰.

Un regard sur la structuration territoriale de la composante gauchiste de l'espace contestataire lyonnais suggèrera quelques pistes nouvelles sur ce que permet, et ne permet pas, une perspective géographique. Une étude systématique de la localisation des actions publiques et du parcours des manifestations lyonnaises n'a pas été menée et paraît compromise par la fermeture des archives policières, parmi les seules à fournir des sources suffisamment continues et homogènes pour un tel travail. En revanche, on dispose d'informations solides sur l'implantation des diverses organisations, qui font apparaître trois localisations d'importance inégale et, surtout, décalées dans le temps. Deux quartiers du Vieux-Lyon, Saint-Jean et Saint-Georges, ont accueilli certains groupes anarchistes avant et pendant Mai 68, et ont connu l'implantation du PSU en 1970, dont le vaste local sis 44 rue Saint-Georges est par la suite devenu, sous le nom de Centre d'expression populaire (CEP) puis de Maison des Passages, un lieu d'accueil pour une multiplicité de causes et d'organisations²¹. Saint-Georges apparaît à l'époque comme le « parent pauvre » d'une réhabilitation du Vieux-Lyon qui a surtout bénéficié à Saint-Jean. Il reste dans les années 1970 « un quartier rejeté de la ville » qui a perdu bon nombre de ses commerces et habitants, et dont la population de condition modeste se caractérise par son vieillissement et la part relativement importante des immigrés. Sa requalification et son embourgeoisement ne commenceront qu'à compter du début des années 1980, en s'appuyant notamment sur la vacance de locaux professionnels prêts à être investis par des couches jeunes et étrangères au quartier, qui y planteront de nouveaux commerces et restaurants²². Le quartier de la Guillotière est pour sa part plus populaire encore et comprend une forte composante immigrée à dominante maghrébine. Il est investi principalement par les libertaires à compter de 1978 et

¹⁹ Laurent Bonnefoy, Marine Poirier, « La structuration de la révolution yéménite. Essai d'analyse d'un processus en marche », *Revue française de science politique*, 62 (5-6), 2012, p. 902.

²⁰ *Ibid.*, p. 907. Dans le même numéro, l'article de Mounia Bennani-Chraïbi et Mohamed Jekhllaly sollicite abondamment le vocabulaire de l'espace protestataire dans une acception métaphorique en omettant toute référence aux travaux antérieurement menés dans cette perspective ; Mounia Bennani-Chraïbi, Mohamed Jekhllaly, « La dynamique protestataire du mouvement du 20 février à Casablanca », *Revue française de science politique*, 62 (5-6), 2012, p. 867-894.

²¹ Le CEP accueillera des initiatives et groupes militants tels que Révolution, Radio Canut, Radio Léon, le Comité Larzac, le Comité Malville, le Groupe de libération des homosexuels (GLH), le Comité Irlande Libre, le Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception (MLAC), le Groupe d'action et de résistance à la militarisation (GARM) ou encore l'Association Médicale Franco-Palestinienne ; cf. http://www.revues-plurielles.org/uploads/pdf/6/115/ei_115_beauvoir.pdf (consulté le 24 juin 2014).

²² Jean-Yves Authier, *La Vie des lieux. Un quartier du Vieux-Lyon au fil du temps*, Lyon, PUL, 1993 (citations p. 35 et 25).

de l'ouverture de la librairie La Gryffe, mais n'a pas connu de véritable réhabilitation, encore moins de gentrification.

Le quartier de prédilection des contestataires lyonnais est indéniablement la Croix-Rousse, et plus précisément ses pentes (1^{er} arrondissement de Lyon). Ainsi le PSU était-il installé au 49 montée de la Grande Côte jusqu'en 1970 tandis qu'une librairie d'extrême gauche était en 1968 sise au 19 rue Burdeau. Le même arrondissement accueille un peu plus tard la Coordination libertaire au 13 de la rue Pierre Blanc, la bibliothèque de prêt spécialisée en littérature ouvrière et paysanne ainsi que sur l'anarchisme au 2 rue Camille Jordan, le Collectif utilitaire lyonnais (CUL) au 44 rue Burdeau, le Centre des femmes au 13 rue Puits-Gaillot, les *Cahiers de mai* puis Radio Canut rue Sergent Blandan, la Ligue au 3 rue Sainte-Marie des Terreaux puis au 15 rue Alsace-Lorraine et l'Alliance marxiste révolutionnaire au 61 rue des Tables claudiennes. Le même quartier abrite en outre des expériences communautaires (comme Moulinsart, dans un immeuble du haut de la Grand' Côte, entre 1974 et 1977, ultérieurement suivie par « Le Canut » au 26 rue Leynaud), des restaurants autogérés (le Goût de canon, les Tables rabattues, le Pourquoi pas auxquels il faut ajouter le premier bar gai, la Petite taverne, rue René Leynaud) ainsi qu'une coopérative d'imprimerie (Impression presse nouvelle, IPN, devenu en 1976 Atelier d'impression presse nouvelle, AIPN) située 48 rue Burdeau et qui s'impose comme imprimeur de référence de tout l'espace contestataire lyonnais.

Proximité géographique, donc, mais dont il serait hasardeux d'inférer une proximité politique, par exemple entre trotskistes de la Ligue et anarchistes du collectif de la rue Pierre Blanc — ces derniers ne se privant pas de stigmatiser la rigidité des rapports militants en cours chez ceux qui ont leur local quelques rues plus loin²³. De fait, l'inscription croix-roussienne de l'extrême gauche ne nous dit pas grand' chose des rapports concrets qu'entretiennent entre eux ses différents groupes. Que les militants et militantes de diverses obédiences évoluent dans le même quartier, fréquentent les mêmes lieux de sociabilité (tels que les restaurants autogérés signalés *supra*, évoqués à plusieurs reprises lors d'entretiens auprès d'anciens militants)²⁴ et utilisent les mêmes ressources (à l'instar d'IPN) ne paraît pas influencer significativement sur leur propension à s'allier, pas plus que cela ne réduit la défiance qui imprègne leurs rapports.

²³ « Oui, les militants d'IRL sont tendres. Les réunions d'IRL ça ne ressemble pas à celles de la Ligue ou de l'OCI. On rigole, on s'aime tous beaucoup », *IRL*, n° 27, 1979, p. 15.

²⁴ D'où certains rappels à l'ordre contre une discrétion insuffisante dans les lieux publics du quartier, comme dans le cas suivant : « La marginalité de l'orga sur le champ politique, sa composition sociologique dans une certaine mesure, comme la situation géographique du local, la met directement en contact avec le lumpenprolétariat, et au delà, le milieu et la police (PJ au moins autant que RG). Cette situation trouve sa concrétisation par le rôle central joué par la Vigne dans la vie (pour ne pas dire la construction) de l'organisation : s'y côtoient militants, sympathisants, macs, prostituées, dealers, flics... et quelques clients. Ce qui s'y dit dépasse l'imagination en matière d'irresponsabilité » (document LCR de 1977, archives privées) ; la Vigne est en toute probabilité un bar du quartier des Terreaux.

Cela ne signifie en aucun cas qu'une approche géographique soit dépourvue d'intérêt, mais à condition sans doute de s'inscrire plus fermement dans une perspective de sociologie urbaine. L'ouvrage récent d'Anaïs Collet fournit de ce point de vue des ressources utiles, en envisageant ex-post les processus auxquels participaient dans les années 1970 les militants étudiés dans le cadre de Sombroero²⁵. Ces processus sont en l'occurrence ceux qui ont aujourd'hui abouti à une gentrification du quartier de la Croix-Rousse engagée dès le début des années 1970 et à laquelle les militants ont contribué à leur manière. Sans doute plus que la mythologie révolutionnaire de la colline des canuts, c'est, comme à Saint-Georges mais avec plus d'ampleur, la désaffectation du quartier qui a autorisé cet investissement par les organisations d'extrême gauche. La fin de l'activité textile précipite en effet le déclin de la Croix-Rousse dès les années 1950 et, en 1975, ses pentes ne comptent plus que 35 000 habitants contre 70 000 en 1931²⁶. Sa population est vieillissante, pauvre et compte une forte part d'immigrés, surtout algériens, qui occupent des garnis souvent insalubres. Le bâti est ancien et dégradé, les logements trop étroits et inconfortables pour accueillir des familles (mais par contre accessibles aux étudiants), et offrent à une location bon marché des espaces professionnels (artisanat ou commerce) délaissés²⁷. Les locaux de ce type occupés par les organisations militantes sont bien évidemment très minoritaires mais ils n'en participent pas moins — aux côtés des restaurants, cafés, librairies, lieux de spectacles, coopératives, etc. — à la transformation d'un espace urbain qu'ils rendent plus attractif pour de potentiels résidents. Car si les militants ou animateurs qui impulsent la redynamisation croix-roussienne n'habitent pas tous le quartier, loin s'en faut (on l'a dit, la Croix-Rousse est peu hospitalière pour les familles), d'autres, économiquement mieux dotés et attirés par l'ambiance nouvelle des pentes, commencent dans la seconde moitié des années 1970 à y acheter, rénover et agrandir des appartements anciens. Soutenu par la mairie — qui fait détruire les bâtiments les plus dégradés, construit des espaces verts et engage une politique de concertation dans laquelle les mieux dotés des résidents peuvent s'investir —, ce processus aura donc contribué à la gentrification d'un quartier d'autant plus convoité par la petite bourgeoisie à fort capital culturel (et de gauche) qu'il a la réputation d'être « militant ».

On voit à cet exemple qu'il n'y a aucune raison de se détourner de la dimension territoriale de l'activité contestataire. Plus, on espère avoir montré ce que l'on gagne à faire dialoguer plus directement sociologie urbaine et étude des mouvements sociaux. Les travaux attentifs à la dimension géographique des mobilisations ont jusqu'à présent surtout étudié comment l'espace agit comme une structure habilitante ou contraignante pour les

²⁵ Anaïs Collet, *Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction*, Paris, La Découverte, 2015.

²⁶ Abdelkader Belbahri *et al.*, *La Croix-Rousse*, Lyon, CNRS, 1980.

²⁷ *Ibid.* et Mimmo Pucciarelli, *Le Rêve au quotidien*, Lyon, Atelier de création libertaire, 1999.

mobilisations²⁸ mais finalement assez peu la manière dont la présence — quotidienne et routinière, et pas seulement sous la forme ponctuelle de la mobilisation — de militants contribuait à transformer ce que Jean-Yves Authier appelle « la vie des lieux ». Parce qu'il est inséré dans un territoire donné, l'espace des mouvements sociaux (au sens figuré) participe bien, à côté d'autres univers sociaux, à la production d'un espace (au sens proprement géographique) politiquement, historiquement et socialement évolutif.

²⁸ William Sewell, « Space in Contentious Politics », in Ron Aminzade *et al.*, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 51-88.